

LA CROISSANCE EN QUESTION

François Bilger
Professeur à l'Université Louis Pasteur
(1974)

En nous posant le problème de la croissance, nous contribuons à un débat déclenché il y a deux ans et dont l'ampleur et l'étendue ont été sans doute sans précédents. Les cent cinquante pages du rapport Meadows du MIT sur "Les limites de la croissance", publié début 1972 à la demande du Club de Rome, ont en effet battu le record des controverses à l'échelle planétaire. Et il convient, en traitant de ce problème, de rendre d'abord justice aux auteurs de cet immense succès intellectuel.

Le plus étonnant dans cette affaire, c'est que, comme on s'en est rapidement rendu compte en consultant l'ouvrage, en écoutant ou en lisant les réfutations qu'il a provoquées, ce rapport ne contient absolument aucune information nouvelle, ses hypothèses sont contestables, ses méthodes de prévision parfaitement discutables et ses conclusions sans aucun doute erronées. Ce qui semble avoir fait son succès, c'est son apparence scientifique et surtout son caractère apocalyptique qui répondait à une angoisse latente et à un immense besoin de défoulement collectif.

Le rapport du MIT part de l'idée simple selon laquelle la production agricole est limitée par la disponibilité des terres cultivables et la production industrielle par l'exploitation et la pollution des ressources naturelles. Or l'humanité se situe sur une sorte de vaisseau spatial, la terre, aux sols et aux autres ressources naturelles limitées ou non renouvelables. Le problème est donc de savoir jusqu'à quand le développement démographique et la croissance économique pourront se poursuivre au rythme actuel sans se heurter, aux limites des ressources de notre planète.

A cet effet, il faut disposer d'un modèle mathématique mettant en évidence les relations entre population, production, exploitation des ressources, pollution, etc., telles qu'elles résultent de l'observation du passé. A l'aide de ce modèle et en tenant compte de quelques hypothèses, notamment sur le développement technologique, le contrôle des naissances et la lutte antipollution à l'avenir, on peut essayer de prévoir l'évolution des diverses grandeurs et ainsi fixer les limites temporelles de la croissance démographique et économique.

Le rapport arrive alors aux conclusions suivantes : Dans un délai maximum d'un siècle, la plupart des ressources naturelles auront un prix exorbitant ou auront totalement disparu, la pollution de la terre sera extrême et le niveau d'alimentation de la population sera compromis. Dans la meilleure des hypothèses (contrôle élevé de la pollution, productivité agricole fortement accrue, ressources naturelles nouvelles et régulation efficace des naissances), la croissance démographique et économique actuelle ne pourrait se poursuivre que jusqu'à l'an 2100, c'est à dire dans 125 ans d'ici, après quoi l'érosion des terres arables, l'épuisement des ressources naturelles, malgré tous les procédés de récupération et de recyclage, et l'accroissement de la pollution entraîneront la catastrophe pour l'humanité : famine, guerres, dépopulation...

D'où en définitive, une proposition : limiter immédiatement la croissance démographique et économique et si possible arrêter purement et simplement la croissance, adopter la "croissance zéro".

Dès que ce rapport a été connu et diffusé à grande échelle, il a provoqué un choc assez violent, parce qu'il heurtait de front non seulement l'objectif principal de nos politiques depuis 1945, mais plus profondément le grand mythe mobilisateur de la société occidentale depuis le 18^e siècle, le progrès. Depuis Kant et Adam Smith et aussi Hegel et Marx, qui ont écrit de véritables hymnes au progrès intellectuel et matériel, notre société privilégiait l'action. Sans trop se préoccuper où elle

allait, elle y allait avec énergie et détermination, craignant avant tout cet "état stationnaire" que d'autres économistes lui avaient annoncé.

Le premier choc passé, la résistance s'organisa et le rapport fut alors soumis à une critique en règle qui n'en laissa pas subsister grand chose. On mit principalement l'accent sur:

- de nombreuses hypothèses contestables: réserves énergétiques fortement sous-évaluées, possibilité de réduction de la pollution beaucoup plus forte que celle prévue (la réduction d'un quart en 2100 est une prévision manifestement pessimiste), taux de mortalité sous-évalués...
- la non prise en compte de mécanismes régulateurs, tels les prix qui, en renchérissant certaines ressources, en restreindraient progressivement l'usage et entraîneraient une réorientation de la croissance.
- l'adoption implicite d'une idéologie de riches, alors que 80% des habitants de la planète sont encore privés des bienfaits élémentaires de la croissance.

On a finalement montré que le rapport ne faisait en somme que réveiller de très anciennes craintes: Malthus n'avait rien *annoncé* d'autre il y a 150 ans sur la situation alimentaire et nous sommes fort loin des résultats de ces sombres prédictions. On a même montré que, si on avait appliqué le modèle à la Grèce de Périclès, cinq siècles avant Jésus-Christ, on aurait pu prédire une catastrophe imminente en extrapolant la pénurie croissante de bois et de marbre et la surpopulation d'Athènes!

Le grand défaut de tout modèle de prévision de ce genre est l'extrapolation des tendances passées, comme si la croissance n'était pas constamment mutation qualitative en même temps qu'augmentation quantitative. De plus, les hommes sont des êtres pensants et capables d'adaptation et de changement (le rapide développement des préoccupations écologiques en est d'ailleurs un bel exemple) et c'est ce qu'aucun outil mathématique ne peut parfaitement prendre en compte.

Quoiqu'il en soit, en l'état actuel des discussions, plus aucun spécialiste n'accepte les méthodes de raisonnement et encore moins les conclusions apocalyptiques du rapport du Club de Rome. Cela semble relever un peu des mêmes fantasmes que jadis ceux de la grande peur de l'an 1000.

Ceci dit, il faut reconnaître à ce document un mérite historique indéniable. C'est lui qui aura fait brutalement prendre conscience des risques d'une croissance économique exponentielle. C'est lui qui aura peut-être entraîné ainsi des mesures "à froid" avant l'apparition d'une crise importante qui aurait pu être grave et provoquer "à chaud" des réactions excessives et peu réfléchies. Le débat sur la croissance a atteint aujourd'hui un très bon niveau intellectuel (citons, pour la France, d'un côté Drancourt, Saint-Geours, Sauvy et Barnier, de l'autre Lattès, Iribarne, Attali et de Closets). Et le heurt des arguments des partisans et des adversaires de la croissance a déjà permis un approfondissement du jugement et un commencement de l'action.

Ce débat est loin d'être achevé et il manque, en l'état actuel, une étude vraiment synthétique. L'existence de deux points de vue diamétralement opposés et tous deux fondés sur de bons arguments donne cependant à penser qu'il faut nous orienter dans cette voie. Malgré la jouissance que procure habituellement un certain extrémisme intellectuel, je vais essayer ici de contribuer à la formation d'un "jugement équilibré" en présentant successivement, aussi honnêtement que possible, les avantages et les coûts de la croissance.

Les bienfaits de la croissance

Les contempteurs de la croissance ont souvent tendance de nos jours à passer sous silence ses conséquences positives. Or, il est incontestable qu'elle a permis et permet encore d'immenses progrès et pas seulement sur un plan strictement matériel. Les principales sont :

- La réduction de la mortalité et l'allongement de la vie humaine. Toutes les statistiques montrent que le développement économique entraîne la réduction de la mortalité et l'allongement de l'espérance de vie des populations. Grâce à la régularité et à la productivité d'une agriculture transformée par le développement industriel et technique, la famine et la sous-alimentation chroniques disparaissent. L'élimination massive des maladies endémiques et ensuite l'amélioration continue de l'hygiène et de la santé sont également les produits directs du développement technique et scientifique et de l'industrie pharmaceutique. Les grandes découvertes médicales des trente dernières années ont toutes été réalisées dans les pays très développés. Et c'est dans les pays à forte croissance que le taux des médecins et des équipements hospitaliers par habitant s'élève le plus rapidement. Si les hommes des sociétés contemporaines sans important acquis de croissance ont une espérance de vie de 30 à 40 ans, ceux des sociétés à forte croissance accumulée bénéficient du double et la voient encore s'élever régulièrement. Il est difficile de mesurer la valeur de ce premier effet positif de la croissance, mais comment ne pas reconnaître l'immense importance de ce résultat.

- La libération de la misère et l'augmentation du bien-être. Nous avons aujourd'hui du mal à réaliser les bienfaits matériels de la croissance parce que nous avons tellement l'habitude de voir tous nos besoins essentiels satisfaits que cela paraît aller de soi. Mais qu'on relise un livre d'histoire relatant les conditions d'existence des paysans européens au 18e siècle ou des ouvriers du 19e ou, plus directement, qu'on aille se rendre compte de la vie des masses asiatiques ou africaines, et l'on aura une vision frappante de l'apport de la croissance à la qualité de la vie humaine. Que seraient, sans la croissance industrielle, l'habillement, le logement, l'hygiène, les possibilités de déplacement, d'évasion et de distraction des masses? Quand en 1974, 86% des ménages français possèdent un réfrigérateur contre 21% en 1959, quand 85% disposent d'une machine à laver contre 20%, quand 79% ont la télévision contre 9%, quand 61% peuvent utiliser les services d'une automobile contre 28%, qui pourrait nier l'utilité de la croissance de la production de ces biens au cours des quinze dernières années et la nécessité d'offrir ces mêmes éléments de confort à ceux qui en sont encore privés? Et quand, chaque année, 500.000 logements neufs, plus spacieux, mieux équipés que les anciens, sont offerts à la population française, faut-il regretter cette croissance? Et, au-delà du confort matériel que ces biens procurent, il faut aussi voir l'amélioration du genre et du cadre de vie et, à terme, la libération des contingences matérielles qui en résultent pour la population.

- Le développement intellectuel et scientifique. Là aussi nous constatons une étroite corrélation avec la croissance. Les pays développés à forte croissance sont des pays où l'analphabétisme a complètement disparu, où les enfants de toutes les couches sociales reçoivent une formation intellectuelle régulièrement croissante de génération en génération. C'est notre croissance qui permet actuellement de faire de l'Education Nationale le plus grand employeur de France et l'un des secteurs connaissant en moyenne la plus forte expansion. Et, si le développement scientifique est à l'origine de la croissance, il en est aussi un des effets. Bien entendu, la science peut être tournée vers des applications meurtrières ou destructrices, mais, à côté de cela, combien de réussites techniques, médicales ou même simplement humaines ! La conquête de l'espace, ce rêve de l'humanité de tous les temps, fait-elle honte à la croissance?

- L'égalisation des conditions sociales. Il y a des économistes pour prétendre que l'inégalité s'aggrave au cours de la croissance. Comment justifier cette affirmation, alors que de toute évidence

la situation au 19^e siècle ou les structures sociales d'aujourd'hui dans les pays en voie de développement sont en règle générale infiniment plus inégalitaires et surtout beaucoup plus stationnaires? Il y a une différence de classe entre le bourgeois africain possédant une voiture américaine et le paysan africain sans bien ; il n'y a qu'une différence de catégorie entre le possesseur de cette même voiture en France et l'ouvrier qui acquiert un petit modèle. Il y a une différence de classe entre le bourgeois sud-américain passant ses vacances en Europe et son compatriote ouvrier attaché à son bidonville et une simple différence de catégorie entre le cadre français faisant une croisière en Méditerranée et l'employé français sur une plage bretonne... Il est possible, il est même probable, que l'évolution n'aille pas régulièrement dans le sens de l'égalité. Il y a des cycles au cours desquels les inégalités tantôt s'aggravent et tantôt se réduisent, mais dans le long terme, la tendance à l'égalisation est historiquement prouvée. Il y a aussi, en certaines périodes, des spéculations et des enrichissements indus et même scandaleux. Mais quand, année après année, les impôts sur le revenu ou sur la fortune réduisent les écarts et que chaque année un pourcentage plus élevé de jeunes fils d'ouvriers et paysans, accède à l'enseignement secondaire et supérieur, il y a une évolution égalitaire. Quand sans cesse la protection sociale par la collectivité s'étend et s'intensifie, il y a évolution égalitaire. Quand il y a régulièrement réduction spontanée du temps de travail et accroissement du temps de formation, de culture ou de loisirs pour tous, il y a évolution égalitaire des conditions et pouvoirs dans la société. Il semble d'ailleurs de bon sens qu'une politique de redistribution et d'égalisation sociales, par exemple l'augmentation plus rapide des bas salaires, soit infiniment mieux réalisable si simultanément la croissance permet l'augmentation de tous les revenus et de tous les salaires. Les économies stationnaires n'ont jamais permis, dans le passé, une évolution sociale quelconque. Certes, le développement de la production n'est pas une condition suffisante de la réduction des inégalités (et à cet égard nous devrions faire plus et mieux), mais en tout cas il semble en être une condition nécessaire.

- La libération individuelle et politique. Enfin, comment ne pas constater l'étroite corrélation entre le degré de développement économique et le degré de liberté sociale, culturelle et politique? Combien de pays sous-développés ont-ils la garantie élémentaire des droits de l'homme ? Même si nos sociétés de croissance ont beaucoup de défauts, il n'y a généralement pas dictature policière. Les individus sont citoyens et non sujets. Si l'on a raison de dénoncer parfois une certaine soumission au matraquage publicitaire ou au conditionnement médiatique, quel est donc l'esclavage intellectuel des masses asiatiques pauvres, massivement soumises à des mythes et à des slogans simplistes ? On évoque souvent la violence juvénile qui règne dans les cités des pays développés. Mais que dire des guerres civiles larvées ou ouvertes des pays en voie de développement d'Amérique, d'Afrique ou d'Asie ? La liberté objective, pour parler comme les marxistes, qui résulte du minimum vital et du confort économique, crée la liberté intellectuelle de penser, de voter, de faire, de dire, de se déplacer comme on le veut. Certains peuvent naturellement abuser de ces possibilités, mais ces excès minoritaires ne doivent pas dissimuler le progrès réel que constitue l'attribution effective des libertés individuelles et politiques à la masse des hommes.

Quand on fait ainsi le compte des immenses progrès économiques, sociaux et humains que la croissance économique a permis, on ne s'étonne pas que les responsables des pays en voie de développement soient totalement allergiques aux arguments des partisans de la croissance zéro et les accusent même de vouloir les priver des bienfaits qu'ils en attendent à leur tour.

Le plateau des avantages déjà acquis ou encore potentiels pèse donc très lourd. Il pèse particulièrement lourd dans les pays très sous-développés. Mais il ne doit pas nous empêcher de considérer l'autre plateau de la balance, celui des coûts individuels et sociaux de la croissance.

Les méfaits de la croissance

La mise en évidence des méfaits qui accompagnent la croissance économique est aujourd'hui encore assez confuse, avec une tendance discutable à la généralisation rapide de conclusions tirées de l'analyse de cas particuliers. Elle est souvent aussi ambiguë en raison des arrière-pensées politiques de nombreux contestataires qui, en critiquant la croissance, tentent surtout de nous inciter à réduire l'efficacité de notre système économique et social et de nous faire souhaiter l'avènement de systèmes rétrogrades. Cependant quelques coûts indiscutables peuvent être dégagés, dont certains sont en quelque sorte la rançon du progrès, d'autres des déviations pathologiques de certains avantages de la croissance.

Mais, avant d'aborder leur examen, je voudrais d'abord éliminer ce que j'appellerai les faux méfaits de la croissance, c'est à dire ceux qu'un certain nombre d' « objecteurs de croissance » présentent comme des conséquences de la croissance et qui en réalité n'en sont pas. C'est le cas en particulier du surdéveloppement démographique et de l'exploitation des pays en voie de développement.

Certains estiment qu'il y a généralement corrélation entre croissance économique exponentielle et croissance démographique galopante. En réalité, comme nous l'avons dit, la croissance permet de réduire la mortalité infantile et générale, mais elle n'est pas à l'origine du développement des naissances. D'autre part, il est établi que plus la croissance s'accélère, plus le taux de natalité diminue, semble-t-il, spontanément et ceci même si l'Etat pratique une politique d'encouragement à la natalité. Dans le monde actuel, les forts taux d'expansion démographique sont caractéristiques des continents sous-développés. Parmi les pays développés, plusieurs ont des taux de natalité qui assurent à peine ou pas du tout le renouvellement de la population.

L'exploitation des pays en voie de développement par les pays développés est un vieux thème de propagande marxiste : la croissance des pays développés s'opérerait par exploitation des richesses des pays en voie de développement et provoquerait un écart croissant des revenus entre ces deux groupes de pays. Je ne citerai qu'un seul fait qui affaiblit singulièrement toute cette argumentation: depuis quinze ans au moins, le taux moyen de croissance des produits nationaux bruts des pays en voie de développement est régulièrement supérieur au taux moyen de croissance des produits nationaux bruts des pays développés. Par conséquent les niveaux de production ne s'écartent pas, mais au contraire se rapprochent. Ce qui s'écarte, ce sont les produits par tête, parce que précisément le développement démographique est plus rapide dans les pays en voie de développement, exactement comme ce fut jadis le cas de l'Europe en voie de développement du 19e siècle. En outre, les événements récents (la hausse massive du prix du pétrole) ont spectaculairement démontré que, dès lors que les pays en voie de développement ont un atout économique effectif, ils peuvent l'imposer aux pays développés. Il se pourrait d'ailleurs fort bien que cet exemple devienne contagieux et qu'on assiste, aux cours des prochaines années à un vaste rééquilibrage des puissances économiques.

Si l'on exclut de l'analyse ces faux méfaits de la croissance, il reste quelques problèmes réels et mêmes graves, dont nous avons tout intérêt à prendre conscience. On peut les regrouper autour de trois thèmes.

- La destruction de la nature. Celle-ci a diverses causes et prend diverses formes qui commencent à être systématiquement recensées. C'est d'abord l'exploitation sauvage et le gaspillage systématique de certaines ressources naturelles. Il s'agit moins des grandes sources d'énergie du sous-sol que des richesses du sol. Le cas du charbon montre que l'on a commencé à fermer des puits bien avant l'épuisement des stocks. De même, si l'exploitation des nappes pétrolières facilement accessibles a été menée de manière excessive, d'ailleurs à l'époque à la demande des pays producteurs, les réserves susceptibles d'être exploitées à prix plus élevé semblent devoir durer encore des siècles. Il est vrai que leur exploitation risque de plus en plus de poser un problème d'inflation difficilement maîtrisable. C'est surtout au niveau du sol que se produisent des

dégradations sauvages: déboisements excessifs menaçant l'équilibre écologique mondial, stérilisation de terres par l'agriculture chimique incontrôlée, destruction systématique de certaines espèces animales...

Mais la destruction de la nature se fait principalement par ce qu'on appelle les pollutions : Pollution de l'eau, qui est la plus visible, par les déchets industriels (boues rouges, métaux lourds, fabrication de la pâte à papier) ou les ordures ménagères (1 kg d'ordures ménagères par jour et habitant en France), notamment détergents de toutes sortes qui dégradent la mer et les cours d'eau, menacent l'équilibre biologique et la disponibilité en eau potable et dégradent les fonds de pêche - Pollution de l'air par le mazout ou l'essence et donc oxyde de carbone ou plomb (usines, chauffage central, automobiles), par les usines d'aluminium (vapeurs de fluor), par les centrales thermiques et probablement aussi les centrales nucléaires, par la liquidation des emballages plastiques et autres déchets imputrescibles... - Pollution des sites enfin, par la construction sauvage d'usines ou de lotissements individuels ou collectifs ou par des décharges publiques, par l'implantation touristique sauvage... et d'autres formes d'enlaidissement de la nature.

Tout ceci n'était pas très sensible ni très visible il y a une quinzaine d'années encore. Mais il y a là des seuils quantitatifs dont le franchissement entraîne des destructions graves et la rupture d'un équilibre nécessaire entre l'homme et la nature. Au-delà de ces seuils, le gain en bien-être par le développement de la production devient inférieur à la perte en bien-être par l'exploitation et la dégradation de l'environnement naturel. Il semble qu'en diverses régions très développées du monde, ces seuils soient à présent atteints ou dépassés. Il est temps dès lors que l'homme cesse de maltraiter la nature qui l'entoure et de jouer à l'apprenti sorcier.

- Le dérèglement de la société. La croissance entraîne en permanence des bouleversements économiques, car elle est, comme le disait l'économiste Schumpeter, un processus de "destruction créatrice" des structures et de la conjoncture. Plus la croissance est rapide, plus elle accroît l'instabilité économique et par là-même les difficultés sociales.

Cela se manifeste surtout dans la rapidité des mutations socio-professionnelles qu'elle entraîne et qui la conditionnent. Autrefois, avec un développement lent, l'homme ne changeait pratiquement, durant sa vie active, ni de profession, ni de lieu de travail, ni de résidence. Généralement même, les mutations professionnelles ou géographiques s'étaient étalées sur plusieurs générations, ce qui assurait une vie et des mœurs stables et évitait l'angoisse de l'avenir. Même si les mutations rapides d'aujourd'hui apportent généralement un progrès de la situation individuelle - mais c'est loin d'être toujours le cas, malgré une protection sociale régulièrement améliorée -, ces changements incessants (reconversion professionnelle, changement d'emploi, passage d'un emploi indépendant à un emploi salarié, d'un travail manuel à un travail scriptural ou intellectuel, déplacement géographique, de la campagne à la ville, d'un mode de vie à un autre) ou simplement la menace permanente de changements entraînent un sentiment d'insécurité et surtout une difficulté d'adaptation psychologique. La croissance est trop rapide pour certains hommes. Quand il y a en outre perte de l'indépendance économique ou même chômage durable et changement radical de mode de vie, il y a de véritables traumatismes individuels et sociaux. La croissance rapide multiplie alors ceux qu'on appelle les déclassés, ceux qui n'ont ni l'intelligence ni le dynamisme ni la chance suffisante pour rapidement et bien s'adapter, en même temps d'ailleurs qu'elle sur-récompense les autres.

- La dégradation de la vie. La qualité de la vie est atteinte par la destruction de la nature et le dérèglement de la société. Mais la croissance a aussi des effets plus directs sur la vie psychique des hommes, qui dégradent leurs conditions d'existence et les rendent plus ou moins consciemment malheureux ou mal à l'aise.

En premier lieu, la croissance économique s'accompagne du phénomène de l'urbanisation, souvent mal préparé ou même sauvage. Or, la vie dans les grandes cités modernes entraîne d'importants traumatismes dont nous sommes souvent assez inconscients. Tout d'abord le simple phénomène de massification, de concentration humaine croissante provoque un sentiment d'encombrement par les autres et aussi de dépersonnalisation et d'isolement et, par voie de conséquence, des réactions d'agressivité. Mais la vie citadine liée à notre préférence pour les transports individuels, entraîne aussi les encombrements de la circulation, les heures perdues sur la route ("métro, boulot, dodo"), les accidents, les irritations, et l'immense phénomène plus ou moins conscient du bruit, qui est probablement le méfait le plus insidieux et le plus énervant. Dans nos villes modernes, la fameuse formule de Sartre devient parfaitement vraie : "l'enfer c'est les autres" et une grande part de la délinquance individuelle et de la violence sociale y trouve probablement son origine.

Un autre phénomène lié à la croissance, plus insidieux, contribue également à créer une insatisfaction plus ou moins permanente. Il s'agit du développement de la publicité sous toutes ses formes. On prétend fréquemment de nos jours que dans l'économie de marché contemporaine le consommateur n'est plus roi et se trouve en réalité soumis aux exigences de la production et des producteurs. Cette affirmation me paraît absolument erronée dès lors qu'il s'agit de la nature et de l'évolution à long terme des biens produits. Dans tous les pays, sans exception, l'évolution de la production des biens suit une loi correspondant exactement à la satisfaction progressive des besoins tels qu'un consommateur raisonnable doit logiquement les éprouver : alimentation, puis habillement et habitation et équipement ménager, ensuite hygiène, transports et loisirs, etc. Les statistiques démontrent sans ambiguïté qu'à partir d'un certain stade de satisfaction d'un besoin, les producteurs sont incapables d'accroître dans des proportions sensibles la consommation moyenne des biens correspondants, malgré le raccourcissement éventuel de la durée de vie des produits, et qu'ils doivent alors se tourner vers d'autres productions dont les marchés n'ont pas encore atteint le point de saturation.

En revanche on peut prétendre, à juste titre, que la progression de la consommation est accélérée par les producteurs. Les possibilités de la production de masse sont aujourd'hui telles que les producteurs sont souvent obligés de provoquer l'existence d'une demande avant que le revenu ou même le besoin correspondant soit apparu chez les consommateurs. La publicité est alors destinée à forcer le rythme normal de la consommation en provoquant prématurément des insatisfactions ou des frustrations par comparaison et en fin de compte des revendications croissantes. Il en résulte pour beaucoup de personnes, alors qu'incontestablement les conditions objectives de leur vie s'améliorent, une détérioration artificielle des conditions subjectives d'existence. Il semble alors que la croissance n'apaise pas les besoins, mais au contraire les stimule sans cesse, rendant ainsi les hommes de plus en plus insatisfaits au fur et à mesure qu'ils bénéficient des bienfaits réels de la société de consommation. La libération matérielle s'accompagne d'une aliénation psychique.

Bien que ces phénomènes soient difficilement évaluable, il paraît indiscutable qu'ils jouent un grand rôle dans la réduction de la qualité morale de notre vie, que nous ressentons tous plus ou moins confusément. Et il est certain que sur ce plan également, un accroissement de la production n'apporte aucune solution et que sa recherche contribue au contraire à aggraver la dégradation de la vie.

Devant tous les coûts individuels et sociaux, matériels et moraux, de la croissance que nous venons d'évoquer, on comprend l'inquiétude de certains économistes ou philosophes et le rêve d'un retour à une vie plus simple et plus naturelle. Du moins dans les pays les plus développés. Car nous ne pouvons pas non plus oublier le rêve, qui est celui de beaucoup d'autres hommes, encore de loin les plus nombreux sur cette terre, d'une vie enfin plus sûre et plus confortable.

L'analyse des avantages et coûts de la croissance aboutit nécessairement à la constatation d'une contradiction et elle implique un effort de synthèse. Nous sommes devant des exigences opposées qu'il s'agit de concilier de manière optimale. C'est cet optimum que toutes les sociétés développées tentent aujourd'hui, plus ou moins consciemment et rationnellement, d'atteindre. Mais sa définition claire et indiscutable fait encore défaut.

Dans ces conditions il faut ici s'en tenir à quelques conclusions générales, susceptibles, en l'état actuel de la discussion, d'éclairer le choix.

La première conclusion, c'est évidemment qu'il nous faut aujourd'hui réfléchir à la nature et à la finalité de la croissance. Pour nos ancêtres plongés dans la misère, comme pour tous les millions de nos contemporains des pays en voie de développement, il était et est toujours normal que la croissance soit un mythe absolu. Mais pour nous, dans les pays développés, où une forte et durable croissance a déjà assuré un niveau de vie moyen convenable, la poursuite de cette tendance peut dégénérer si l'on n'y prend garde, en compromettant notre genre et notre cadre de vie. Il s'agit donc aujourd'hui d'orienter et surtout de contrôler cette croissance. A cet effet, il faut partir de l'idée qu'elle n'est évidemment pas un but en soi, mais un simple moyen. Le développement de la production est, à côté de la sauvegarde de la nature ou de la qualité de la vie, seulement l'une des conditions du progrès et du bonheur humains, qui sont eux les objectifs fondamentaux. Il doit donc être mesuré à ces valeurs supérieures. Si nous pouvons établir que le développement de telle ou telle production améliore le progrès et le bonheur humains, alors il faut l'entreprendre. Mais si le développement de telle ou telle production détériore le progrès et le bonheur humain, alors il faut tout aussi décidément le rejeter ou le modifier. Bien entendu, de tels jugements exigent beaucoup de recherches et de réflexions. Si les notions de "bonheur national brut" ou de "progrès national brut" nous séduisent bien davantage que celle de "produit national brut", elles sont malheureusement bien plus difficiles à définir et surtout à mesurer.

Une seconde conclusion, plus facilement applicable, c'est que nous devons consacrer une part plus importante de nos efforts et même de nos ressources à la lutte contre les méfaits de la croissance. Le rapport du MIT avait calculé qu'en consacrant annuellement environ 2% de leur produit intérieur brut à la préservation de la nature, les USA pourraient éliminer l'essentiel de la pollution existante. Le Ministère français de l'environnement a fait une évaluation semblable pour la France. L'élimination de l'un des méfaits les plus importants de la croissance est donc à notre portée, surtout si une action préventive systématique est entreprise pour qu'à l'avenir il y ait le moins possible d'usines polluantes et surtout de techniques destructrices de la nature ou de l'homme. Car pour l'essentiel, c'est la nature de notre progrès technique, plus que la croissance économique ou démographique, qui est à l'origine des méfaits de la croissance. Or la recherche peut être orientée dans une autre voie et tout laisse à penser dès maintenant que, quand elle l'est, elle obtient des résultats tout aussi remarquables par des techniques "propres" ou par la récupération des déchets et le recyclage des produits...

Dans beaucoup de domaines d'ailleurs, des progrès sensibles peuvent être réalisés par des moyens simplement réglementaires tant au niveau local (p. ex. zones piétonnières) que national (p.ex. parcs nationaux ou législation de la construction) et international (p. ex. droit de la mer). Il faut noter que dès 1964, en France, les pouvoirs publics puis les industriels se sont engagés dans cette voie.

Une dernière conclusion enfin, c'est que le ralentissement de la croissance ne constitue pas la réponse unique et magique à nos problèmes. Tel semble être aussi le sentiment de la grande majorité des Français, comme l'ont montré les programmes de tous les partis sans exception, aux élections de mars 1973, et les sondages réalisés depuis. Les Français considèrent donc qu'il y a

encore plus de bienfaits que de méfaits à attendre d'une croissance rapide et ils pensent qu'une « croissance zéro » aurait au contraire plus d'inconvénients que d'avantages. Cette position paraît justifiée. Sans doute, le développement du produit national brut ne doit-il pas être le critère absolu et supérieur de toute notre activité économique, mais il ne faudrait pas non plus que l'absence de développement le devienne. Trop de nuisances fondamentales (faim, misère maladie...) sévissent encore, trop de besoins importants sont encore à satisfaire pour qu'il puisse en être ainsi. Dans ce grand débat, c'est la nature et la finalité plus que le rythme et le taux de la croissance qui sont en cause. Contrairement à ce que s'imaginaient les membres du Club de Rome quand ils ont lancé leurs idées, il apparaît aujourd'hui qu'il ne s'agit pas de choisir entre une croissance exponentielle et une croissance nulle, mais entre une croissance spontanée et désordonnée et une croissance réfléchie et organisée. Tel est le choix que nous devons faire.

Conférence présentée le 28 février 1974 au Rotary-Club de Strasbourg